



Michel Ménard

Député de Loire-Atlantique

Vice-président du Conseil général de Loire-Atlantique

Président du Conseil d'Ecole de l'IUFM (Nantes)

Paris, le 21 janvier 2011

COMMUNIQUÉ

Vœux du Président au monde de l'Education : un changement de cap est indispensable

Mercredi matin, le Président présentait ses vœux au monde de l'Education. Pour la première fois, les trois principaux syndicats de l'Education (FSU, l'Unsa Education et le Sgen-CFDT), boycottaient la cérémonie. Une façon pour eux de dénoncer la dégradation du climat et le mépris du chef de l'Etat à l'encontre du corps enseignant et de l'Education en général.

Manque de dialogue, autoritarisme, la politique éducative du chef de l'Etat lui a permis jusque-là d'économiser sur la formation initiale des générations futures et l'égalité républicaine. Résultat, des mesures déplorables, injustes et inefficaces.

La suppression de plus de 50.000 postes d'enseignants depuis 2007, la réforme de la formation des enseignants, les pressions hiérarchiques injustifiées sur certains fonctionnaires, les mesures à l'encontre de la scolarisation des élèves handicapés laissent en effet un goût amer à ceux qui ont pu être séduits par les promesses de Nicolas Sarkozy en 2007. Il prétendait « rendre aux enseignants toute la considération qui leur est due » et s'engageait à ce qu'ils soient « mieux formés, mieux accompagnés, mieux soutenus et moins isolés ». On en est bien loin...

A de nombreuses reprises, je suis intervenu auprès du Ministre de l'Education pour lui demander de revoir la formation des enseignants en prenant en compte la nécessité d'une vraie formation pédagogique. Luc Châtel refusait avec dédain les propositions de l'opposition. Mercredi, Nicolas Sarkozy a dû reconnaître les insuffisances de la formation des enseignants. Tant mieux. Espérons que ce n'est pas qu'un effet d'annonce !

Dernière polémique en date, l'évaluation de niveau des CM2. Réalisée en janvier pour contrôler les acquis de l'année (un comble !), et ce à des fins purement statistiques, elle est refusée en bloc par les enseignants et la majorité des parents d'élèves, et contestée au sein même de l'administration pour son caractère discriminant, arbitraire et inefficace.

L'éducation doit être une priorité du Gouvernement, cela passe par la remise en cause des suppressions massives de postes d'enseignants et par l'acceptation du dialogue avec la communauté éducative.

Michel Ménard